

Séance de la Cour d'Appel



Date et lieu: Mardi le 20 mai 2014 au siège de la FLF à Mondercange

Président: M. Paul-Charles Origer

Membres: M. Jos Faber
M. Jean Feyder

Membre de la Commission de Contrôle : M. Pierre Schmit

Excusés: -

Secrétariat: M. Mick Loguercio

Affaires :

Demande d'Appel du FC Atert Bissen

BISSEN ATERT

SERGIO EDGAR MIRANDA ALEGRE CASEIRO , Article 98/2 Alinéa 5 (voie de fait), 4 Journées off., € 80,
Date des Faits : 23/04/2014

Sur base des témoignages des différentes parties convoquées (représentants du FC Atert Bissen, du FC Avenir Beggen, de l'arbitre et de l'arbitre-assistant), après avoir pris connaissance des différents documents (emails/lettres, fax, etc. du club Atert Bissen), après avoir pris connaissance du réquisitoire du représentant de la Commission de Contrôle, la Cour d'Appel constate que le fait, pour lequel joueur a été sanctionné, n'a pas été établi.

Par conséquent, la Cour d'Appel décide d'annuler la décision du Tribunal Fédéral.

Demande d'Appel de l'Entente Aisdall SKS

RM Hamm - Entente Aisdall SKS (Minimes)

Le Tribunal Fédéral prend connaissance de lettres de la part de Steinfort et d'Hamm et décide de les classer. (Art. 26)

Après avoir pris connaissance du dossier, après avoir pris connaissance des différents documents (emails/lettres, fax, etc. de l'Entente Aisdall SKS), après avoir pris connaissance du réquisitoire du représentant de la Commission de Contrôle, la Cour d'Appel constate que dans l'affaire lui soumise les procédures et formalités régissant une protestation n'ont pas été respectées.

En effet, les statuts disposent qu'une protestation doit être formulée oralement par le capitaine de l'équipe à l'arbitre et consigné par ce dernier sur la feuille de match (articles 24 et 25)
L'article 22 indique clairement les manquements pour lesquels une protestations peut être faite.

Ensuite, elle doit être soumise au Tribunal Fédéral par courrier séparé par le club protestant endéans un délais de 24 heures (articles 26 et 27) et ce courrier doit être signé par au moins un membre du club (président ou secrétaire) ou, en leur absence un mandataire (article 26)

Or, dans la présente affaire, le courrier envoyé au Tribunal Fédéral n'a pas été dûment signé et le manquement pour lequel le club a envoyé la lettre n'est pas prévu dans l'article 22.

Par conséquent, la Cour d'Appel décide que l'appel n'est pas fondé et confirme la décision du Tribunal Fédéral rendue dans la présente affaire.

Courriels de M. Badr

USELDANGE JEUNESSE

- CARTON ROUGE :

ADIL BADR, Article 102 Alinéa 21 (Empêchement du déroulement normal du jeu), + 98/2, +Art.83 (pas de sursis), + 105/6 (une équipe quitte le terrain avant le fin du match).

3 Journées off., € 100, Date des Faits : 03/05/2014

Par conséquence, Vianden gagne le match 4-0

Après avoir pris connaissance du dossier, après avoir pris connaissance des différents documents (emails/lettres, fax, etc. de M. Badr), après avoir pris connaissance du réquisitoire du représentant de la Commission de Contrôle, la Cour d'Appel constate que dans l'affaire lui soumise les procédures et formalités régissant un appel n'ont pas été respectées.

En effet, les statuts disposent qu'un appel d'un membre doit être fait et signé par celui-ci (article 46)

Or, dans la présente affaire, les courriers envoyés n'ont pas été dûment signés et ne constituent que de copies de prises de positions d'autres personnes.

Par conséquent, la Cour d'Appel décide que l'appel n'est pas fondé et confirme la décision du Tribunal Fédéral rendue dans la présente affaire.